

Unité Départementale du Morbihan

LORIENT, le 25/04/2023

34, rue Jules LEGRAND
56 100 LORIENT

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MIX BUFFET (GUER)

Parc d'Activités du Val Coric
BP 101
56380 Guer

Références : LH/PD/E/2023-134

Code AIOT : 0005503567

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/03/2023 dans l'établissement MIX BUFFET (GUER) implanté Parc d'Activités du Val Coric BP 101 56380 Guer. L'inspection a été annoncée le 28/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MIX BUFFET (GUER)
- Parc d'Activités du Val Coric BP 101 56380 Guer
- Code AIOT : 0005503567
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Mix Buffet exploite une usine de fabrication de plats préparés (salades traiteurs, salades fraîches, salades snacking, wraps, verrines, pizzas, tartinables) sur le parc d'activités du Val Coric à GUER (56380). L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 30 mars 2016, modifié par arrêtés complémentaires du 6 juillet 2020 et du 27 mai 2021, pour une production autorisée de 50 000 tonnes de produits finis par an (42 000 t en 2022).

Le site emploie près de 1 000 personnes (ETP) en CDI et CDD.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- contrôle des forages d'alimentation en eau de l'usine,
- confinement des eaux d'extinction d'incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Généralités	Arrêté Préfectoral du 30/03/2016, article 4-1-1	/	Sans objet
2	Prévention pollution des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 30/03/2016, article 4-1-1-1	/	Sans objet
3	Prévention pollution des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 30/03/2016, article 4-1-2-1	/	Sans objet
4	Environnement du forage	Arrêté Préfectoral du 30/03/2016, article 4-1-2-2-1	/	Sans objet
5	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 30/03/2016, article 4-1-2-2-2	/	Sans objet
6	Prévention pollution des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 30/03/2016, article 4-1-2-2-2	/	Sans objet
7	Prévention pollution des eaux souterraines	AP Complémentaire du 27/05/2021, article 8	/	Sans objet
8	Prévention pollution des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'aménagement et le suivi des deux forages pour la production d'eau potable exploités par la société. MIX BUFFET satisfont aux prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2016, article 4-1-1
Thème(s) : Risques chroniques, Forage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Nombre de forages : F5 (240 m ³ /j) et F6 (400 m ³ /j) pour un total prélevé maxi de 146 000 m ³ /an.
Constats : Les forages F5 et F6, autorisés depuis 2011, sont ceux mentionnés par l'arrêté préfectoral du 30 mars 2016 et n'ont pas été modifiés depuis. Aucun nouveau forage n'a été créé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Prévention pollution des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2016, article 4-1-1-1
Thème(s) : Risques chroniques, Forage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'abandon de l'ouvrage sera signalé au service de contrôle en vue de mesures de comblement. Tout ouvrage abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations aquifères.</p> <p>Abandon provisoire : En cas d'abandon ou d'un arrêt de longue durée, le forage sera déséquipé (extraction de la pompe). La protection de la tête et l'entretien de la zone neutralisée seront assurés.</p> <p>Abandon définitif : Dans ce cas, la protection de tête pourra être enlevée ainsi que les tubages et crépines, et le forage sera comblé de graviers ou de sables propres jusqu'au plus 7 m du sol, suivi d'un bouchon de sobranite jusqu'à -5 m et le reste sera cimenté (de -5 m jusqu'au sol).</p>
Constats : Aucun des 2 forages F5 et F6 n'a été abandonné.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Prévention pollution des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2016, article 4-1-2-1
Thème(s) : Risques chroniques, Forage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion, ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours d'eau dans les réseaux d'adduction d'eau publique et dans les milieux de prélèvement.</p>
Constats : Un disconnecteur est en place pour chaque forage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Environnement du forage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2016, article 4-1-2-2-1
Thème(s) : Risques chroniques, Forage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sauf dispositions spécifiques satisfaisantes, les ouvrages ne doivent pas être implantés à moins de 35 m d'une source de pollution potentielle (dispositifs d'assainissement collectif ou autonome, parcelle recevant des épandages, bâtiments d'élevage, cuves de stockage...). Toutes dispositions doivent être prises pour prévenir toute introduction de pollution de surface dans les eaux des forages. Un périmètre clôturé de 5 mètres de côté au moins est prévu autour de chaque ouvrage avec un accès contrôlé. La surface ainsi délimitée est entretenue, neutralisée de toutes activités, stockages, fertilisation ou traitement chimique, et exempte de toute source de pollution. Le cas échéant, les eaux de ruissellement en sont détournées et évacuées par des caniveaux.
Constats : Les forages F5 et F6 sont implantés à plus de 35 m d'une source de pollution potentielle. Les abords sont propres (zones enherbées) et le périmètre de chaque forage est clôturé (au moins 5 m de côté) avec portail fermé à clef, sans aucune autre installation ou activité à l'intérieur de ce périmètre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2016, article 4-1-2-2-2
Thème(s) : Risques chroniques, Forage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations sont munies d'un dispositif de mesures totalisateur de type volumétrique. Les volumes prélevés mensuellement et annuellement ainsi que le relevé de l'index, à la fin de chaque année civile, seront indiqués sur un registre tenu à disposition des services de contrôle.
Constats : Le débit prélevé sur chacun des 2 forages est mesuré en continu, avec dispositif totalisateur. Un registre sous format informatique est en place. Le bilan 2022 de l'unité de production d'eau potable à partir des forages indique : <ul style="list-style-type: none">- un volume maximum prélevé de 192 m³/j sur le forage F5 pour un maxi autorisé de 240 m³/j,- un volume maximum prélevé de 243 m³/j sur le forage F6 pour un maxi autorisé de 400 m³/j,- un volume maximum prélevé de 422 m³/j le 18 mai 2022 pour un volume maxi autorisé de 640 m³/j (F5+F6),- 129 990 m³ prélevés en 2022 pour un volume maxi autorisé de 146 000 m³/an.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Prévention pollution des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2016, article 4-1-2-2
Thème(s) : Risques chroniques, Forage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La cimentation annulaire est obligatoire. Elle se fait sur toute la partie supérieure du forage, jusqu'au niveau du terrain naturel. Elle se fait par injection par le fond, sur au moins 5 cm d'épaisseur, sur une hauteur de 10 m minimum jusqu'au sol, voire plus en fonction des conditions rencontrées pendant la foration (nature et état des terrains traversés, qualité des différentes arrivées d'eau), pour permettre d'isoler les venues d'eau de mauvaise qualité. La cimentation doit être réalisée entre le tube non crépiné et les terrains forés pour colmater les fissures du sol sans que le prétubage ne gêne cette action et doit être réalisée de façon homogène sur toute la hauteur.</p> <p>Les tubages sont en PVC ou tous autres matériaux équivalents, et sont de type alimentaire. Ils ont au moins 125 mm de diamètre extérieur et 5 mm d'épaisseur au minimum. Ils offrent une résistance suffisante à la déformation et sont prévus pour que la partie crépinée ne commence qu'à la cote de cimentation.</p> <p>La protection de la tête du forage assure la continuité avec le milieu extérieur de l'étanchéité garantie par la cimentation annulaire. Elle comprend une dalle de propreté en béton de 3 m² minimum centrée sur l'ouvrage, de 0,30 m de hauteur au-dessus du terrain naturel, en pente vers l'extérieur du forage. La tête de forage est fermée par un regard scellé sur la dalle de propreté muni d'un couvercle amovible fermé à clef et s'élève d'au moins 0,50 m au-dessus du terrain naturel.</p> <p>L'ensemble limite le risque de destruction du tubage par choc accidentel et empêche les accumulations d'eau stagnante à proximité immédiate de l'ouvrage. La pompe ne doit pas être fixée sur le tubage mais sur un chevalement spécifique, les tranchées de raccordement ne doivent pas jouer le rôle de drain. La pompe utilisée est munie d'un clapet de pied interdisant tout retour de fluide vers le forage.</p> <p>....</p> <p>Le forage sera équipé d'un tube de mesure crépiné permettant l'utilisation d'une sonde de mesure des niveaux. Chaque ouvrage de prélèvement doit être muni d'un dispositif qui permet l'arrêt de la pompe dès que le niveau du rabattement maximum autorisé est atteint.</p> <p>Constats : La tête du forage, avec cimentation annulaire, émerge au sein d'une dalle bétonnée d'au moins 3 m², en surélévation de 0,30 m par rapport au terrain naturel, en pente vers l'extérieur du forage.</p> <p>Cette dalle est :</p> <ul style="list-style-type: none"> - protégée sur sa périphérie par des murs béton de plus de 1 m de hauteur, en continuité avec la dalle béton et la cimentation extérieure de la tête de forage (partie visible), - surmontée d'un couvercle métallique amovible fermé à clef.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Prévention pollution des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/05/2021, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Confinement des eaux d'extinction d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci (évaluées à 3 320 m³ au maximum) soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. L'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont recueillies dans :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le bassin d'orage du Parc d'activités du Val Coric de 6 000 m³, étanche aux produits collectés, formant bassin de confinement par la fermeture d'une vanne d'isolement vis-à-vis du milieu naturel (ruisseau du Val Coric), et/ou - le bassin d'avarie de 1000 m³ situé en tête de la station d'épuration interne MIX BUFFET. <p>Le bassin d'orage du Parc d'activités du Val Coric assurant également une fonction de confinement, sa capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie collectées et des eaux d'extinction d'un incendie majeur sur le site MIX BUFFET.</p> <p>La société MIX BUFFET dispose d'une convention de gestion et d'utilisation du bassin d'orage du Parc d'activités du Val Coric signée avec la collectivité gestionnaire, lui garantissant notamment la disponibilité en toutes circonstances d'un volume de 3 320 m³ pour le confinement des écoulements et eaux résultant d'un accident ou d'un incendie.</p> <p>Les bassins sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service pour leur confinement doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. Des tests sont effectués régulièrement et documentés.</p> <p>Des consignes sont établies afin d'assurer que les eaux d'extinction soient correctement dirigées et confinées en cas d'incendie : fermeture de la vanne du bassin d'orage des eaux pluviales du Parc d'activités du Val Coric, arrêt du relèvement vers la station d'épuration interne.</p> <p>Les écoulements et eaux d'extinction collectés sont éliminés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit dans les conditions prévues à l'article 4-3-10 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2016, et dans tous les cas, les rejets sont compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des masses d'eau, - soit vers des filières de traitement des déchets appropriées.
<p>Constats : Le confinement des eaux d'extinction d'un incendie éventuel de l'établissement MIX BUFFET est, en définitive, assuré par la société MIX BUFFET, avec une gestion propre, et non pas par la collectivité comme initialement prévu.</p> <p>Le volume de 3 320 m³ est garanti par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le bassin de 2 700 m³, propre à l'établissement, étanche aux produits collectés, formant bassin de confinement par la fermeture d'une vanne d'isolement vis-à-vis du milieu naturel (ruisseau du Val Coric), et - le bassin d'avarie de 1 000 m³ situé en tête de la station d'épuration interne MIX BUFFET.
<p>Observations : Afin de prendre en compte la gestion du confinement des eaux, en propre, par l'exploitant, le projet d'arrêté complémentaire préparé dans le cadre du porter à connaissance de décembre 2022, sur des modifications concernant le volume journalier d'eau traitée rejetée au milieu naturel hors période d'étiage (cf rapport du 2 mars 2023 de l'inspection), intègre l'ajustement de l'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 mai 2021 comme suit :</p> <p>« Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Le volume nécessaire au stockage des eaux d'extinction d'un éventuel incendie, issues de tout</p>

point du site, est a minima de 3 320 m3.

Ce volume est garanti par :

- le bassin de 2 700 m³, propre à l'établissement, étanche aux produits collectés, formant bassin de confinement par la fermeture d'une vanne d'isolement vis-à-vis du milieu naturel (ruisseau du Val Coric),
- et
- le bassin d'avarie de 1 000 m³ situé en tête de la station d'épuration interne MIX BUFFET.

Les bassins utilisés à cet effet sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service pour leur confinement doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. Des tests sont effectués régulièrement et documentés.

Des consignes sont établies afin d'assurer que les eaux d'extinction soient correctement dirigées et confinées en cas d'incendie : fermeture de la vanne d'isolement vis-à-vis du milieu naturel (ruisseau du Val Coric), arrêt du relèvement vers la station d'épuration interne.

Les écoulements et eaux d'extinction collectés sont éliminés :

- soit dans les conditions prévues à l'article 4-3-10 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2016, et dans tous les cas, les rejets sont compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des masses d'eau,
- soit vers des filières de traitement des déchets appropriées. »

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Prévention pollution des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-1

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.

Constats : Le 14 avril 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection son positionnement avec un programme de surveillance du rejet d'eau traitée établi en novembre 2022.

Ce plan acte, au-delà des 13 paramètres déjà réglementés en auto-surveillance dans l'arrêté d'autorisation du 30 mars 2016 modifié, le suivi mensuel, trimestriel, annuel, quinquénal voire décennal de 18 substances spécifiques du secteur d'activité visé par les rubriques 2220 et 2221 (dont AOX, chloroforme, cuivre, chrome, nickel et zinc en suivi annuel), de 13 substances de l'état chimique, de 5 polluants spécifiques de l'état écologique (dont AMPA en suivi annuel) ainsi que 8 autres polluants spécifiques.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet